

L'Adresse—M. Darling

Tout en continuant à prendre le pouls du pays, le gouvernement se préoccupe davantage de la scène internationale. Le Canada n'est pas une île, ni géographiquement ni économiquement. Depuis quelques années, la confiance de certains pays à l'égard du nôtre a été ébranlée. Nous semblons oublier que les échanges internationaux ne constituent pas une activité secondaire mais plutôt une nécessité économique dont l'objectif est le mieux-être. A cet égard, notre gouvernement a déjà fait quelques ouvertures du côté des États-Unis et d'ailleurs à la fois pour manifester sa bonne volonté et pour améliorer les occasions d'échange.

● (1530)

Les grandes similitudes entre le Canada et les États-Unis signifient, premièrement, que nous nous concurrençons directement sur divers marchés et, deuxièmement, qu'il existe des possibilités insoupçonnées de coopération entre le Canada et les États-Unis. Notre gouvernement n'a nulle intention de faire du Canada le cinquante et unième État de l'Union, mais nous croyons nécessaire de tenir compte de façon réaliste des répercussions de l'économie américaine sur la nôtre.

De fréquentes communications et des relations harmonieuses avec les États-Unis peuvent aider le Canada à accroître ses échanges commerciaux avec son voisin. En même temps, nous sommes bien décidés à en faire davantage sur le plan international. Nos principaux objectifs sont très clairs: il s'agit de défendre la liberté et de préserver la paix, de prévenir l'affrontement nucléaire, d'améliorer nos relations commerciales et d'édifier une économie mondiale plus saine.

Notre gouvernement a l'intention d'honorer ses engagements envers l'OTAN de façon à gagner le droit à participer pleinement à l'élaboration des politiques concernant cette alliance. Comme par le passé, nous tenons à conserver une réputation de pacifistes en travaillant pour la cessation de la course aux armements nucléaires.

Pour ce qui est de notre propre défense, nous sommes convaincus que les Forces armées canadiennes doivent redéfinir leur rôle en fonction de la situation actuelle. Leur mission n'a pas été révisée depuis les débuts des années 70. Personne ne niera que nous vivons maintenant dans un monde différent dont les priorités et les attitudes ont beaucoup changé. Une fois leur mission clairement définie et révisée, nous donnerons à nos forces armées les ressources dont elles ont besoin pour accomplir leur tâche. Cette simple phrase traduit la ligne de conduite de notre nouveau gouvernement. Nous tenons à ce que le travail se fasse.

Le gouvernement antérieur n'était pas avare de beaux discours, mais nous avons compris le message des Canadiens: ils en avaient assez. Ils veulent un gouvernement bien déterminé à effectuer les changements qui s'imposent. Il faut un bon équipage pour ramener à bon port le navire parti à la dérive.

Je crois que le discours du trône, suivi de l'exposé économique du gouvernement, témoigne de notre intention de prendre les mesures qui s'imposent. Nous ne nous laisserons pas influencer par l'opposition qui tourne en dérision la nécessité de consulter et de coopérer pour formuler les politiques et les décisions. Nous sommes très heureux de demander l'avis des

provinces, du secteur privé, des travailleurs et des éducateurs. Trêve de gouvernements autonomes qui ne rendent de comptes à personne. Le Canada a mis une nouvelle équipe à la barre et les timoniers talentueux sont nombreux. Quand le peuple a réclamé l'intervention du Parlement, pour la première fois depuis bien des années son appel n'est pas tombé dans l'oreille de sourds.

Mes collègues et bien d'autres verront que des changements concrets et intéressants sont survenus. La confiance s'est rétablie de nouveau dans le pays et même dans ma circonscription, qui est rurale. Comme je le disais tout à l'heure, certains d'entre nous seront assurément durement frappés par quelques-unes de ces réductions. Dans ma circonscription même, les emplois dans les services de l'État ne sont pas très nombreux et les organismes gouvernementaux ne pullulent pas. Si l'on me donnait carte blanche cependant, ces réductions seraient pratiquées jusqu'au bout un peu partout, sauf dans la circonscription de Parry Sound-Muskoka. Nous nous pencherons tous de très près sur le cas de chacune de nos circonscriptions, et nous ferons valoir aux autorités que tels postes ou tels organismes leur sont nécessaires.

M. Manly: Monsieur le Président, dans le document déposé jeudi soir par le ministre des Finances (M. Wilson), nous avons appris que les prestations d'assurance-chômage seraient réduites de quelque 200 millions de dollars. Ces réductions seront opérées à la suite d'entrevues plus rigoureuses avec les prestataires de l'assurance-chômage. On en déduit que les travailleurs en chômage bien contre leur gré seront harcelés et soumis à encore plus de formalités, de paperasserie et autres exigences. On leur enlèvera l'assurance-chômage pour leur verser de l'assistance sociale. Ce n'est là, à notre avis, que le début des initiatives du gouvernement.

Le député qui est intervenu avant le déjeuner a cité avec approbation une déclaration selon laquelle l'assurance-chômage favorisait le chômage. Beaucoup de Canadiens craignent cette attitude du gouvernement conservateur. Est-ce l'avis du seul député, ou bien aussi du parti conservateur, que l'assurance-chômage provoque le chômage?

M. Darling: Monsieur le Président, si le député avait été attentif, il se serait rendu compte que je citais les paroles de John Bullock, président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. Il ne fait aucun doute là-dessus. Nous en sommes tous conscients pour avoir entendu les nombreuses personnes qui sont venues nous voir à nos bureaux. La grande majorité des demandes de prestations d'assurance-chômage sont fondées. Toutefois, il y a un certain pourcentage de gens qui semble vivre constamment de l'assurance-chômage. C'est là un phénomène que le nouveau gouvernement va examiner. Il va voir s'il peut faire disparaître les circonstances défavorables qui donnent probablement lieu au chômage continu.

M. Manly: Monsieur le Président, je me rendais parfaitement compte que le député citait les paroles de John Bullock. Toutefois, j'ai fait valoir qu'il semblait approuver ces propos. Je voudrais savoir si le député souscrit ou non à cette déclaration. Croit-il effectivement que le programme d'assurance-chômage suscite ou favorise le chômage?